

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LA MARTINIQUE

C.E.M.A.G.R.E.F. - Division OUTRE-MER

-----0-----

LES SOCIETES COOPERATIVES AGRICOLES DE TYPE CUMA A LA MARTINIQUE
DE 1979 A 1984

- ANALYSE DE LEUR FONCTIONNEMENT
- LES DIFFICULTES RENCONTREES
- MESURES DE REDRESSEMENT ENVISAGEES

CIRAD



000076827

JUIN 1987

A - ANALYSE DES PROBLEMES DE FONCTIONNEMENT DES CUMA

I - ADMINISTRATION ET ASPECTS JURIDIQUES : RESPECT DES STATUTS ET DES ENGAGEMENTS DE LA CUMA.

1. Mise à jour de la comptabilité :

Les pièces comptables parviennent au centre de gestion avec beaucoup de difficultés. Lorsqu'elles sont enfin réunies, le manque de trésorerie ne permet pas toujours de payer le travail du centre de gestion et la CUMA ne peut tenir son assemblée générale faute de documents comptables.

2. Tenue des assemblées générales :

La non-tenue des assemblées générales depuis plusieurs années, outre la cause qui vient d'être évoquée, est parfois due au manque de motivation du conseil d'administration ou du Président.

II - FONCTIONNEMENT INTERNE DES CUMA.

1. Règlement des travaux :

La principale difficulté des responsables de la CUMA est de faire régler le montant des travaux par les adhérents, voire par les non-adhérents.

Causes :

- Manque d'information des bénéficiaires des travaux qui ne comprennent pas que le matériel subventionné et payé par les adhérents, coûte encore 130 F de l'heure.

- Certains "clients" profitent d'une structure réputée faible pour mettre de la mauvaise volonté à payer.

- Contestations sur le volume ou la qualité des travaux, qui en l'absence de négociation immédiate se transforme en conflit global grave.

- Autorité insuffisamment affirmée de certains responsables de CUMA, et manque d'efforts pour recouvrer les créances.

Conséquences :

- Rapide épuisement de la trésorerie de la CUMA et blocage de ses activités : il n'y a plus de quoi payer le carburant ni le chauffeur. On ne peut plus changer une paire de pneus ou effectuer une réparation.

2. Prévision et calendrier de travaux :

Il n'existe généralement pas de planning prévisionnel et les commandes de travaux sont sujettes à conflits.

Le travail du chauffeur est mal géré et les prévisions de trésorerie impossibles.

III - ASPECTS TECHNIQUES DE LA MECANISATION

1. Recrutement d'un chauffeur, sa formation, son plein emploi :

Les CUMA ont, pour la plupart, recruté avec plus ou moins de succès, un conducteur de tracteur. Se formant généralement sur le tas, en réalisant des travaux facturés, ce personnel fournit une prestation dont la qualité est souvent critiquée par les sociétaires, ou même source de conflits.

Plus grave, nous avons relevé dans la plupart des cas, des frais de réparations très élevés, du fait de pannes anormales dans les premières années de vie du tracteur, imputables à des erreurs de conduite (embrayages usés, ponts cassés à cause du blocage du différentiel...).

Les CUMA ont d'autre part, beaucoup de mal à assurer au chauffeur son plein emploi (rémunération effectuée sur la base des heures de chantier), du fait de la saisonnalité des travaux. Alors, les meilleurs éléments trouvent un employeur plus régulier et quittent la CUMA après leur période de rodage.

2. Choix du matériel :

Les sociétaires constatent à posteriori que le choix du matériel n'a pas toujours été judicieux. Très fréquentes dans le choix des outils, des erreurs ont été commises parfois aussi dans le choix de la cellule motrice. Il s'agit :

- soit de l'inadaptation de l'outil au travail attendu,
- soit de l'inadaptation de l'outil au tracteur,
- soit de l'inadaptation du tracteur au travail attendu.

Ces erreurs devraient être limitées à l'avenir, dans les CUMA qui ont acquis ainsi une certaine expérience, mais le besoin d'un véritable conseil en mécanisation est vivement ressenti.

BILAN RESUME

CUMA CONCERNEES	1	2	3	4	5	6	7	8
DIFFICULTES RENCONTREES								
Assemblée générale non tenue	X	X	X	X	X	X	X	X
Président démissionnaire					X			X
Recouvrement des créances	X	X	X		X		X	X
Honorer les échéances								X
Renouveler ou compléter le matériel	X	X	X			X		X
Règlement intérieur à adapter ou à appliquer		X	X					X
Recruter un chauffeur		X		X				
Former le chauffeur	X	X	X	X	X	X	X	X

- 1 - TRINITE
- 2 - GROS MORNE - LAGROSILLIERE
- 3 - FRANCOIS - ST ESPRIT
- 4 - LAMENTIN
- 5 - ROBERT
- 6 - CARBET
- 7 - LORRAIN
- 8 - DUCOS

B - CONDITIONS REQUISES POUR LA CREATION

DE NOUVELLES CUMA

Les problèmes rencontrés dans le fonctionnement des CUMA à la Martinique ne sont pas surprenants dans la mesure où celles-ci n'ont pas bénéficié de l'environnement qui existe en métropole :

- expérience des agriculteurs en matière de mécanisation : choix et utilisation des outils,
- expérience des agriculteurs en matière d'agriculture de groupe,
- encadrement technique et organisationnel.

On observe en Métropole que les CUMA se développent lorsqu'il s'agit pour certains exploitants de faire face à une situation de crise qui menace la viabilité de leur outil de travail.

Le succès des CUMA repose alors sur deux faits incontournables :

- un bénévolat dynamique,
- l'appel à des spécialistes du machinisme, du fonctionnement des coopératives ou à des services (comptabilité, gestion, dossiers de prêts, conseil juridique...), généralement mis en oeuvre par des structures fédératives.

L'individualisme paysan (ou Martiniquais), invoqué lorsque le mouvement coopératif rencontre des difficultés, n'est pas une explication satisfaisante. Le bénévolat est mis à contribution aussi à la Martinique, lorsque la nécessité s'en fait sentir.

L'appel à des spécialistes serait par contre, une condition de la réussite des CUMA qui fait actuellement défaut dans notre département.

I - RELATIONS DES CUMA AVEC LEUR ENVIRONNEMENT

1 - Agrément de la CUMA

La procédure actuelle visant à obtenir l'agrément du Préfet pour la constitution d'une CUMA repose uniquement sur la D.A.F., qui d'une part assure son appui technique aux adhérents pour la constitution du dossier et d'autre part, émet un avis motivé à la Préfecture.

Les organismes intervenant dans le développement (CEGER, CARICOOP, CHAMBRE D'AGRICULTURE, C.D.J.A., CEMAGREF...) et la Caisse Régionale de Crédit Agricole pourraient également aider les CUMA à se constituer.

Les candidats à la création de CUMA devraient alors solliciter l'aide de ces organismes.

2 - Financement du matériel

De 1980 à 1984 la Région a versé les 50 % de subvention à l'agrément de la CUMA.

A partir de 1984 cette collectivité a versé la subvention en deux fois :

- 25 % à l'agrément
- 25 % sur présentation de facture acquittée

Cette modification permet d'assurer une meilleure maîtrise du niveau de subvention, mais impose à la CUMA de contracter un court terme d'attente qui grève légèrement la trésorerie.

La région devrait lier plus étroitement l'octroi de son aide au respect des engagements des CUMA consignés dans leurs statuts (tenue des comptes et des assemblées générales).

En ce qui concerne l'aide de l'Etat ("aide au démarrage"), la D.A.F. procède en trois versements qui peuvent être suspendus au respect des conditions statutaires de fonctionnement des CUMA. Une procédure analogue devrait être mise en place pour le versement de l'aide régionale à l'investissement. Les modalités pourraient comporter un transit de la subvention par un compte bloqué approvisionnant après contrôle du fonctionnement de la coopérative, le compte de celle-ci, pour rembourser l'emprunt contracté auprès du C.A.M. Cet emprunt interviendrait pour 80 % du financement au lieu de 30 % précédemment, faisant supporter des frais financiers certes plus élevés.

Ce contrôle porterait donc sur les cinq premières années de l'utilisation du matériel subventionné et pourrait être assuré par la D.A.F. si l'assemblée régionale lui en donne mission, ou par une commission d'agrément.

3 - Tenue des comptes

Le CEGER qui traite la comptabilité de la majorité des CUMA, assure à cette occasion une formation adaptée aux responsables de ces coopératives. Le double service ainsi rendu mérite qu'on encourage toutes les coopératives à faire appel à ce centre.

Cependant, il conviendrait d'améliorer l'efficacité des conseils d'administration dans la tenue des comptes et la fourniture au CEGER des documents indispensables. Pour ce faire un travail d'animation conduit par un agent du développement apparaît nécessaire.

II - AMELIORATION DU FONCTIONNEMENT INTERNE DES CUMA

1 - Règlement des travaux

Pour pallier les graves difficultés déjà évoquées, qui sont de la seule responsabilité du conseil d'administration, il faudrait apporter une aide à celui-ci, afin qu'il procède :

- d'une part lui-même à la rédaction du règlement intérieur,
- d'autre part à son application effective.

La formation serait dispensée sur le terrain à plusieurs niveaux :

- de manière ponctuelle par un spécialiste de la gestion des CUMA appartenant à la Fédération Nationale, sur financements nationaux (ANDRA, CFCA), lors d'un stage d'une semaine environ, à la Martinique, qui concernerait trois personnes par CUMA (le Président, le Trésorier, le Secrétaire),

- par un animateur recruté spécialement, dont le profil serait celui d'un technicien en machinisme agricole (depuis peu, des jeunes Martiniquais reçoivent une telle formation à Montpellier). L'une de ses actions sera d'expliquer aux sociétaires, au jour le jour, le fonctionnement d'une CUMA. Il encouragera les responsables à exercer pleinement leurs responsabilités et vérifiera que les pièces comptables sont tenues à jour, et rassemblées en temps utile pour être traitées par le CEGER.

Disposant ainsi d'une meilleure connaissance de ses droits et devoirs et appuyés par un technicien, le conseil d'administration devra être capable d'appliquer le règlement intérieur et en particulier les mesures les plus coercitives.

2 - Planning et calendrier de travaux

La nécessité d'un calendrier de travaux, même sommaire (trimestriel) est évidente. Il aura trois objectifs :

- assurer à chaque sociétaire une disponibilité optimum du matériel (prévenir les conflits)

- optimiser l'emploi du chauffeur (lui prévoir d'autres occupations dans les périodes creuses)

- améliorer la trésorerie : prévoir l'approvisionnement (dépenses) et les travaux (recettes).

Ce calendrier serait dressé, avec l'aide du technicien déjà cité, par un ou plusieurs responsables ou simples membres de la CUMA.

Le règlement intérieur rédigé par les intéressés, devra préciser les modalités de commandes de travaux, et l'attitude à observer devant les impondérables (pluie, désistements, pannes).

III - SOLUTIONS AUX PROBLEMES TECHNIQUES

1 - Importance du rôle du chauffeur

Une formation efficace des chauffeurs, dispensée sur le tas par le technicien "inter-CUMA" qualifié en machinisme, permettra:

- de diminuer les frais de réparation,
- de diminuer les temps d'immobilisation du matériel,
- d'augmenter l'efficacité des chantiers (meilleur entretien du matériel et meilleure organisation des chantiers).

NB : la création d'un atelier-garage central commun aux CUMA, qui a été suggérée au cours de la tournée, ne serait pas justifiée à cause de la faible dimension du parc, et de la disparité des marques et des modèles.

2 - Meilleur choix du matériel :

Les erreurs devraient être limitées à l'avenir, dans les CUMA qui ont acquis ainsi une certaine expérience, mais le besoin d'un véritable conseil en mécanisation est cependant vivement ressenti.

Ce conseil pourrait émaner :

- de la chambre d'agriculture (mais pas de personnel spécialisé actuellement),
- du CEMAGREF (mais non mandaté pour cela),
- du technicien spécialisé qui serait mis à la disposition des CUMA : cette formule semble la plus efficace et la plus rapidement opérationnelle.

x x

x

En conclusion, les principales mesures proposées pour la mise en place de nouvelles CUMA portent sur :

- une première priorité :
 . Versement échelonné des subventions régionales sur 5 ans soumis au contrôle annuel du fonctionnement de la CUMA,

et renforcement du rôle du Crédit Agricole par voie de conséquence.

. Recrutement d'un "animateur" des CUMA, par un organisme de développement, dont le profil très spécialisé permettra d'intervenir, au jour le jour, aux niveaux suivants :

- gestion
- organisation
- technique

- une deuxième priorité :

. Appel aux spécialistes de la FNCUMA pour des stages courts de formation de responsables de CUMA, sur place, dès que 3 ou 4 coopératives nouvelles sont créées, avec étude des expériences vécues.

. Elargissement de la procédure d'agrément par un appel aux organismes de développement lors de la constitution des dossiers.

C - MESURES DE REDRESSEMENT DES CUMA EXISTANTES

Les sociétés coopératives agricoles sont soumises au contrôle du Ministère de l'Agriculture.

Ce contrôle a fait apparaître que le non-respect des dispositions statutaires est assez général, en particulier la tenue des assemblées et la présentation des comptes qui devraient être annuelles sont l'objet de plusieurs années de retard pour la plupart des CUMA.

- TRINITE (8 années)
- GROS MORNE (4 années)
- LAMENTIN (3 années)
- ROBERT (5 années)
- CARBET (5 années)
- LORRAIN (4 années)
- DUCOS (2 années)

Mais il a été aussi l'occasion de découvrir les blocages suivants :

- la cessation de paiement (DUCOS, GROS MORNE),
- le non règlement de travaux qui a épuisé la trésorerie et empêche le fonctionnement normal du tracteur (FRANCOIS - ST ESPRIT).

Pour lever les blocages de ces trois CUMA, et mettre les autres à jour de leur obligations, la convocation d'assemblées générales est un préalable indispensable qui peut être envisagé de différentes façons :

- effort des Présidents actuels pour y parvenir : Les documents comptables et la volonté existent en ce qui concerne LE ROBERT, LE FRANCOIS, ST ESPRIT, LE LORRAIN, LE LAMENTIN,

- convocation de l'assemblée générale sur la demande du cinquième des sociétaires ou du commissaire aux comptes. Une information sur leurs droits serait alors faite aux sociétaires. Il suffirait d'une démarche commune de 3 sociétaires à TRINITE, 3 sociétaires au GROS MORNE, 3 sociétaires à DUCOS ou d'une démarche d'un seul sociétaire au CARBET. De plus, le conseil d'administration perd sa légitimité s'il n'est pas renouvelé comme le prévoient les statuts,

- convocation de l'assemblée générale par le Préfet, si le contrôle effectué par le représentant du Ministère de l'Agriculture fait apparaître soit l'inaptitude des administrateurs, soit la violation des dispositions statutaires, soit la méconnaissance des intérêts du groupement.

Un ordre du jour sera soigneusement préparé par la partie qui convoquera cette assemblée, devant répondre exactement aux

difficultés que vit chaque CUMA. L'aide de la D.A.F. serait souhaitable.

Dans le cas où les mesures décidées par l'assemblée générale paraissent inopérantes, il peut être prononcé la dissolution du conseil d'administration et une **commission administrative provisoire** peut être nommée. Si après un délai d'un an suivant la désignation du nouveau conseil, le fonctionnement normal de la société coopérative n'a pas été rétabli, une décision de retrait d'agrément peut être prise à son égard...

Conséquences du retrait de l'agrément :

Le retrait de l'agrément entraîne statutairement l'obligation de dissolution de la société.

En cas de dissolution, la liquidation de la société après réalisation de l'actif (vente du matériel) peut conduire aux mesures suivantes, par ordre de priorité :

- 1 - Satisfaction des créanciers de la CUMA,
- 2 - Remboursement des parts sociales,
- 3 - Mise à disposition d'autres coopératives, ou établissements d'intérêt général agricole, des excédents éventuels ayant constitué dotations aux réserves indisponibles (soit un remboursement de tout ou partie des subventions, selon ce qui aura été affecté à ce compte),

N.B. : Si la liquidation fait apparaître des pertes excédant le montant du capital social lui-même, elles sont divisées entre les associés, responsables jusqu'à concurrence de deux fois le montant des parts qu'ils ont souscrites (y compris le montant des dites parts).

En conclusion :

La D.A.F. a exercé son droit de contrôle et communiqué ses observations aux Présidents des CUMA mais aucune suite n'a été donnée à cette action.

Il semble qu'un nouveau pas doive être franchi avec :

- une information écrite de la situation, CUMA par CUMA, à chaque associé (et non plus seulement aux Présidents), sur les initiatives qui peuvent être prises tant par les associés (le cinquième des membres) que par l'autorité administrative, et sur leurs conséquences.

- la convocation, le cas échéant, de l'assemblée générale extraordinaire par l'autorité responsable de l'agrément.

Dans de nombreux cas, les CUMA envisagent (à juste titre au plan technique), un renouvellement ou un complément de matériel (cf Bilan Résumé). Ce devrait être l'occasion de motiver les sociétaires au redressement de leur coopérative et de mettre en pratique les mesures nouvelles d'attribution de subvention et de soutien technique proposées plus haut.

Si le redressement de certaines CUMA n'est pas atteint par les mesures prises en assemblée générale, la procédure pouvant aboutir au retrait de l'agrément serait engagée.

ANNEXES

Tableau n° 1

RECAPITULATIF DES AIDES DE LA REGION
(50 % DES INVESTISSEMENTS) VERSEES AUX CUMA

CUMA	MONTANT TOTAL DES INVESTISSEMENTS	50 % D'AIDE DE LA REGION
TRINITE Malgré-Tout	Néant - Matériel d'occasion	
GROS-MORNE La Grosillière	137.874	68.937
FRANCOIS SAINT-ESPRIT	236.800	118.400
LAMENTIN Bois Rouge	161.814	80.907
CARBET La Sagesse	219.725	109.862
LORRAIN Macédoine	272.620	136.310
ROBERT Petite-Rivière	220.100	110.050
DUCOS Bonne-Mère	274.000	137.000
TOTAL	1.522.933	761.466

Tableau n° 2

EXPLOITATIONS AGRICOLES CONCERNEES
PAR LES CUMA ET SPECULATIONS REALISEES

CUMA	NOMBRES ADHERENTS	SURFACE (HA)	SPECULATIONS REALISEES
TRINITE Malgré-Tout	13	35	Transport canne
GROS-MORNE La Grosillière	15	60	C.V.M. Arboriculture
FRANCOIS SAINT-ESPRIT	19	154	Elevage - C.V.M.
LAMENTIN Bois Rouge	10	86	Canne - Banane - Elevage
CARBET La Sagesse	5	75	Elevage - C.V.M.
LORRAIN Macédoine	6	145	C.V.M. - Ananas - Elevage
ROBERT Petite Rivière	9	67	C.V.M. - Banane - Elevage
DUCOS Bonne-Mère	11	123	Elevage - C.V.M. - Canne
TOTAL	88	745	

Tableau n° 3

SITUATION FINANCIERE DES CUMA AU 31/12/86

CUMA	PRET AU C.A.M. SITUATION	SITUATION FINANCIERE
TRINITE Malgré-Tout	Néant	Déficit
GROS-MORNE	30.000 F sur 5 ans à 9 % - Soldé	Déficit de 28.000 F en 1984 - Reste bilan 85 & 86 à faire (déficit)
FRANCOIS SAINT-ESPRIT	52.000 F sur 5 ans à 9 % - Soldé	Déficit de 48.116 F au 31/12/85 - Déficit pour 1986 grosse réparation
LAMENTIN Bois-Rouge	32.000 F M.T.O. 9 % sur 5 ans - Soldé	Compte non tenu par le CEGER, mais budget équilibré
CARBET La Sagesse	60.000 F - 9 % - 5 ans Reste 1 échéance en 1987	Difficile à établir aucun document n'est parvenu au CEGER
LORRAIN Macédoine	81.786 F - 9 % - 5 ans Reste 1 échéance en 1987	Budget en équilibre Bilan au CEGER (82-83-84-85)
ROBERT Petite-Rivière	58.900 F - 11 % sur 5 ans	Budget en équilibre 1982 (+ 629 F) 1983 (+ 25.000 F)
DUCOS Bonne-Mère	106.600 F - 11 % sur 5 ans Reste 4 échéances	Déficit important 24.000 F en 1984 58.000 F en 1985

N.B. : Les CUMA du GROS-MORNE et de DUCOS, en raison de leur déficit très important, n'arrivent pas à payer le centre de gestion pour obtenir leur bilan. Les situations financières définitives seront établies par cet organisme.

Fiche n° 1 :

CUMA DE TRINITE : MALGRE-TOUT

NB : Cette CUMA n'a pas bénéficié de l'aide de la région mais a cependant été visitée.

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1986

PRESIDENT : LAVAL Clodomir, Chère Epice - VERT-PRE

DATE DE CREATION : 27-11-78

AGREMENT N° : 972-22

NOMBRE DE SOCIETAIRES : 13

ORIENTATION : Transport Canne-usine

SURFACE CONCERNEE : 30 hectares colonnage

MATERIEL : (voir fiche spécifique)

SITUATION FINANCIERE

AIDE DE LA REGION : Néant

AIDE DU MINISTERE : 10.805

EMPRUNT AU C.A.M. : Néant

PERSPECTIVE D'AVENIR

Matériel âgé (plus de 10 ans) quelques pannes. La trésorerie actuelle ne permet pas l'achat de matériel neuf (tracteur + outillage).

Cette CUMA spéciale rend de grands services aux planteurs de canne en colonnage avec le GALION.

BILANS A FAIRE

1979 - 80 - 81 - 82 - 83 - 84 - 85 - 86

FICHE MATERIEL

CUMA DE TRINITE : MALGRE-TOUT

INVENTAIRE :

- Tracteur SOMECA 850 DT acheté d'occasion en 78 (la CUMA n'a pas bénéficié d'aides du Conseil Régional).
- Remorque auto-chargeuse de cannes (fabriquée localement).

ETAT :

- Tracteur en cours de réparation au moment de la visite, dans les ateliers du GALION : boîte de vitesse cassée, embrayage remis à neuf à cette occasion. Ce matériel à bout de souffle va nécessiter de plus en plus de fréquentes réparations.
- Remorque auto-chargeuse également en fin de carrière.

N.B. : Matériels non abrités.

OBSERVATIONS :

- Les ateliers du GALION sont d'un grand secours pour la CUMA.

PROJETS :

- Le renouvellement du matériel constitue un projet urgent pour la CUMA.
- Informés sur les aides possibles de la région les membres (dont une majorité était réunie autour du président) seraient prêts à investir. La difficulté pour le versement de cette aide serait de réunir une surface suffisante pour laquelle il faudrait probablement faire appel à de nouvelles adhésions. La forte cohésion des membres actuels le permettrait certainement.

Fiche n°2 :

CUMA DU GROS-MORNE : LA GROSILLIERE

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1986

PRESIDENT : VAUTOUR Gentil, Bois Neuf - ROBERT

DATE DE CREATION : 18-06-1980

AGREMENT N° : 972-25

NOMBRE DE SOCIETAIRES : 15

ORIENTATION : Cultures maraichères et vivrières plus ananas

SURFACE CONCERNEE : 60 Hectares

MATERIEL : Voir fiche spécifique

SITUATION FINANCIERE

AIDE DE LA REGION : 68 937

AIDE DU MINISTERE : 23 625

PRET DE 30 000 à 9 % CAM soldé

CAPITAL SOCIAL DE 30 500

PERSPECTIVE D'AVENIR

De grosses difficultés financières pour payer le centre de gestion (sortie des bilans). Matériel à remplacer faute de quoi la CUMA va s'arrêter.

BILANS A FAIRE

1983 - 1984 - 1985 - 1986

FICHE MATERIEL

CUMA DU GROS-MORNE : LA GROSILLIERE

INVENTAIRE :

- Tracteur à chenilles MASSEY FERGUSON
- 1 sous soleuse-sillonneuse
- Pulvériseur à disques (charrue à disque prévue au dossier)
- Tool-bal maraicher (non visité)
- Gyrobroyeur
- Motoculteur (non visité)

ETAT :

- Le tracteur a peu travaillé (1.250 heures au compteur soit 200 h/an et train de chenilles en bon état).
- Embrayage refait et bras de relevage resoudés.

N.B. : Matériels non abrités

OBSERVATIONS :

Le matériel serait peu adapté au maraichage : tracteur trop gros, chenilles intéressantes surtout pour la mise en valeur de nouvelles parcelles.

Les outils de travail du sol ne sont plus utilisés :

- Le sillonneur risque de remonter en surface des plaques de tuff, mais le sous-solage est possible.
- Le pulvériseur trop fragile pour le tracteur a été cassé dès les premières utilisations (pièces d'attelage apparemment sous dimensionnées et formation du chauffeur).
- Le gyrobroyeur serait toujours utilisé.

PROJETS :

La CUMA souhaiterait acquérir un ROTAVATOR... Mais le chenillard n'est pas adéquat pour ces travaux demandant beaucoup de soins.

Fiche n°3 :

CUMA FRANCOIS : SAINT-ESPRIT

SITUATION AU 31/12/86

PRESIDENT : DELEM Antoine, Morne-Acajou - FRANCOIS

DATE DE CREATION : 16-03-81

AGREMENT N° : 972-26

NOMBRE DE SOCIETAIRES : 19

SURFACE CONCERNEE : 154 hectares

ORIENTATION : Elevage - Banane - Cultures vivrières et maraichères.

LE FINANCEMENT :

AIDE DE LA REGION : 118.400

AIDE DU MINISTERE : 20.625

PRET C.A.M. (à 9 %) : 60.000

CAPITAL SOCIAL : 52.000

PERSPECTIVE D'AVENIR :

Difficulté de trésorerie mais CUMA assez dynamique dans l'ensemble. Matériel déjà amorti et son remplacement est souhaité.

BILAN A FAIRE :

1986

FICHE MATERIEL

CUMA FRANCOIS - SAINT-ESPRIT

INVENTAIRE :

- Tracteur FIAT 980 DT (quatre roues motrices)
- 1 sillonneuse
- 1 sous-soleuse
- 1 lame de terrassement
- 1 pulvériseur à disques (initialement prévu une charrue à disques)
- 1 gyrobroyeur
- 1 épandeur d'engrais (non visité)
- 1 fraise rotative (ROTAVATOR)

ETAT :

Tracteur en assez bon état - 3.800 heures au compteur mais cable cassé donc probablement près de 4.500 - 5.000 heures effectuées en réalité, soit une utilisation de 800 h/an environ. Les pneus usés ne peuvent actuellement être remplacés faute de trésorerie. Ceci nuit à la qualité du travail, voire réduit la demande des adhérents qui se tournent vers des solutions extérieures à la CUMA.

OBSERVATIONS :

Le chauffeur du tracteur semble donner satisfaction bien que des réparations importantes aient vidé la trésorerie.

On note un effort et des compétences particulières du président (DELEM) pour l'entretien du tracteur et des outils, voire pour les réparations, maintenant que la trésorerie ne permet plus de faire appel aux concessionnaires.

Le choix de certains outils s'est avéré peu judicieux, le pulvériseur à disque trop léger (il était prévu au dossier une charrue à disque), sous-soleuse sillonneuse articulée ne convenant pas sur les pentes... Mais dorénavant, les adhérents ont une idée plus précise des outils qu'il leur faut.

PROJETS :

Les difficultés de trésorerie seraient susceptibles d'être levées, après discussion lors d'une récente réunion, et le renouvellement de matériels peut être envisagé.

Fiche n°4 :

CUMA LAMENTIN - BOIS ROUGE

SITUATION AU 31/12/86

PRESIDENT : BUJAT René (même adresse)

DATE DE CREATION : 15-09-80

AGREMENT N° : 972-24

NOMBRE D'ADHERENTS : 10

SURFACE CONCERNEE : 86 hectares

ORIENTATION : Banane - Canne - Elevage

FINANCEMENT :

AIDE DE LA REGION : 80.907

AIDE DU MINISTERE : 20.625

CAPITAL SOCIAL : 33.000

PRET M.T.O 9 % : 32.000 (5 ans)

PERSPECTIVE D'AVENIR :

Budget en équilibre - bon esprit d'équipe CUMA indispensable dans le secteur.

BILAN A FAIRE :

1984 - 1985 - 1986

FICHE MATERIEL

CUMA LAMENTIN : BOIS ROUGE

INVENTAIRE :

- Tracteur 850 DT
- Sous-soleuse sillonneuse
- Gyrobroyeur

Matériel non visité :

- Pulvériseur à disques (prêté)
- Charrue à disques (inventaire contesté), la charrue n'aurait jamais été acquise.

ETAT :

Assez bon état, mais utilisation du tracteur difficile à apprécier (664 heures affichées, compteur cassé !).

OBSERVATIONS :

La CUMA rencontre des difficultés pour recruter un chauffeur. Des réparations importantes ont été occasionnées par un défaut de qualification du chauffeur (le blocage du différentiel serait resté enclenché en permanence !).

N.B. : Matériels non abrités

Ne souhaitent pas diversifier davantage l'outillage à cause de l'augmentation prévisible des transports.

Fiche n°5 :

CUMA ROBERT : PETITE RIVIERE

SITUATION AU 31/12/86

PRESIDENT : BORIEL Maurice, Beausejour - ROBERT

DATE DE CREATION : 13-03-81

AGREMENT N° : 972-28

NOMBRE D'ADHERENTS : 9

SURFACE CONCERNEE : 67 hectares

ORIENTATION : Banane - Canne - Maraichage

LE FINANCEMENT :

AIDE DE LA REGION : 110.050

AIDE DU MINISTERE : 25.875

CAPITAL SOCIAL : 35.000

PRET C.A.M. : 58.900 (11 ans 11 %)

SITUATION FINANCIERE :

Toutes les échéances au C.A.M. sont payées, quelques pannes sans gravité sont à signaler, le budget est équilibré.

Aucune assemblée générale tenue pendant 5 ans.

FICHE MATERIEL

CUMA ROBERT : PETITE RIVIERE

INVENTAIRE :

- Tracteur MF 290 (à quatre roues motrices, alors qu'il était prévu au dossier un tracteur à chenilles).

- 1 sous-soleuse

- 1 gyrobroyeur

- 1 sillonneuse

- 1 pulvérisateur à disques (non visité)

ETAT :

Tracteur en très bon état. Il a peu servi : 1.051 heures (soit moins de 200 h/an), compteur en état de fonctionnement. Autres indices d'une faible utilisation du tracteur : batterie déchargée, pneu avant dégonflé...

Les outils ont peu servi : brides de sous-soleuse cassées et non réparées, gyrobroyeur comme neuf...

N.B. : Matériel non abrité.

OBSERVATIONS

L'autorité du président (BORIEL) semble dissuader les adhérents, de faire appel au tracteur. En particulier, le tracteur n'est pas envoyé au travail chez un adhérent qui n'a pas réglé ses dettes.

Fiche n°6 :

CUMA CARBET : LA SAGESSE

SITUATION AU 31/12/86

PRESIDENT : CESTOR Félicien, bout bois - CARBET

DATE DE CREATION : 05-06-81

AGREMENT N° : 972-27

NOMBRE D'ADHERENTS : 5

SURFACE CONCERNEE : 75 hectares

ORIENTATION : culture maraichère + arboriculture fruitière
(agrumes)

ECHEANCE EN COURS : Reste une échéance à payer au C.A.M.

FINANCEMENT :

AIDE DE LA REGION : 109.862

AIDE DU MINISTERE : 14.150

PRET C.A.M. : 60.000

CAPITAL SOCIAL : 50.000

BILAN A FAIRE :

Bilan très difficile à établir car aucune comptabilité n'est tenue.

Malgré toutes les explications données, et en raison du caractère très spécifique de cette CUMA pratiquement familiale, l'aspect financier s'avère difficile à établir (absence de pièces comptables, classement mal réalisé).

La sortie des bilans des années 1982-1983-1984-1985 et 1986 s'avère donc très difficile et le centre de gestion en absence de document ne peut rien faire.

FICHE MATERIEL

CUMA DU CARBET : LA SAGESSE

INVENTAIRE :

- 1 tracteur à chenilles FIAT 855 C (tracteur MF 174 C prévu par proforma figurant au dossier)
- 1 lame buteur
- 1 pulvériseur ROME-PLOW (non visité)
- 1 sillonneuse sous-soleuse

Le président conteste que les outils soient la propriété de la CUMA.

ETAT :

Etat moyen du tracteur qui a visiblement beaucoup travaillé: le compteur horaire est en panne mais le train de chenilles usé, le prouve.

Une panne importante de boîte de vitesse survenue pendant la période de garantie n'a pu être prise en charge par le concessionnaire du fait de sa mauvaise volonté (36.000 F). Le tracteur a en outre été immobilisé 8 mois à cette occasion.

OBSERVATIONS :

Tous les membres de la CUMA (5) appartiennent à la même famille et il est impossible de dissocier les activités de la CUMA de celles de l'exploitation paternelle.

Le président souhaite acquérir par la CUMA un tracteur plus petit, pour les travaux liés au maraîchage, et les outils correspondants.

Fiche n°7 :

CUMA LORRAIN : MACEDOINE

SITUATION AU 31/12/86

PRESIDENT : MARCELIN Omer, Macédoine

DATE DE CREATION : 22/07/82

AGREMENT N° : 972-31

NOMBRE D'ADHERENTS : 6

ORIENTATION : Ananas - Banane - Maraîchage

SURFACE CONCERNEE : 145 hectares

SITUATION FINANCIERE

AIDE DE LA REGION : 136.310

AIDE DU MINISTERE : 10.650

ZONE DE MONTAGNE : 3.000

AIDE A LA MECANISATION : 20.000

PRET C.A.M. : 81.786

CAPITAL SOCIAL LIBERE : 54.520

Budget équilibré dans son ensemble, bon esprit d'équipe.

BILAN A FAIRE :

1983 - 1984 - 1985 - 1986

(dossier traité par le CEGER)

Bon esprit d'équipe (3 frères sur six adhérents)

FICHE MATERIEL

CUMA DU LORRAIN : MACEDOINE

INVENTAIRE :

- Tracteur FIAT 855 C (chenilles)
- 1 sous-soleuse
- 1 pulvériseur à disques
- 1 fraise rotative (ROTAVATOR)

ETAT :

Etat moyen, tracteur ayant travaillé normalement (compteur cassé, peu d'usure du train de chevilles).

Réparations importantes effectuées au niveau des réducteurs finaux.

OBSERVATIONS:

Utilisation bananière surtout. La fraise rotative n'est pas vraiment utilisée (cet outil de finition n'est pas adapté au travail avec un tel tracteur à chenilles).

Fiche n°8 :

CUMA DUCOS : BONNE MERE

SITUATION AU 31/12/86

PRESIDENT : PAULIN Romuald, Bonne mère - DUCOS

DATE DE CREATION : 22/03/84

AGREMENT N° : 972-32

NOMBRE D'ADHERENTS : 11

SURFACE CONCERNEE : 123 hectares

ORIENTATION : Elevage - Canne - Banane - Cultures maraichères et vivrières

FINANCEMENT :

AIDE DE LA REGION : 137.000

AIDE DU MINISTERE : 23.650

CAPITAL SOCIAL : 27.400

PRET C.A.M. à 11 % sur cinq ans : 109.600

PERSPECTIVE D'AVENIR :

Très mauvaise entente dans le groupe, matériel immobilisé depuis 6 mois environ à cause d'une panne de girobroyeur. Plusieurs tentatives de dissolution son en cours.

Très grosses difficultés financières pour payer le CEGER d'où une impossibilité de prendre les bilans établis.

FICHE MATERIEL

CUMA DE DUCOS : BONNE MERE

INVENTAIRE :

- 1 tracteur SAME
- 1 charrue bissoc
- 1 sillonneuse
- 1 gyrobroyeur
- 1 épandeur d'engrais
- 1 pulvérisateur (non visité)
- 1 motoculteur (non visité)
- matériel d'irrigation (non visité)
- balance pèse bétail (non visité)

ETAT :

Bon état du tracteur (relativement récent : achat en 84) mais peu d'heures effectuées (immobilisation depuis Août 86 !).

Gros dégâts sur embrayage liés à changement de chauffeur et manque de formation, qui ont grévé la trésorerie.

Une Fuite d'huile apparemment importante au pont arrière, a été observée le jour de la visite.

OBSERVATIONS :

Le tracteur serait immobilisé, parce que le seul travail demandé par les adhérents serait le girobroyage. Or le gyrobroyeur a besoin de grosses réparations qui ne peuvent être payées faute de trésorerie...